

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 112, Janvier 2014

Non, il ne faut pas s'abstenir

Le président de la République vient de proposer un « **pacte de responsabilité** » aux entreprises. Le MEDEF avait lancé l'idée d'un « pacte de confiance », promettant un million d'emplois en échange d'une baisse des « charges » (lisez : cotisations) des entreprises de 100 milliards d'euros.

La situation actuelle a un air de déjà vu. En 1984, Yvon Gattaz (le père de l'actuel président du MEDEF) avait promis 471 000 (admirez la précision) « emplois nouveaux à contraintes allégées » si, pendant trois ans, ces « ENCA » pouvaient être dispensés de l'autorisation administrative de licenciement et échapper aux seuils sociaux. Satisfaction fut donnée au patronat par la droite revenue aux affaires... mais les emplois ne furent pas au rendez-vous.

L'histoire ne doit pas se répéter. Quelles contreparties seront demandées aux entreprises, en termes de salaires et d'embauches ? En cas de non respect des engagements des entreprises, quelles mesures de rétorsion pourraient-elles être mises en œuvre ?

Le déficit commercial de la France se creuse, certes. Mais ce qui pénalise d'abord les entreprises françaises, n'est-ce pas d'abord le fait qu'elles n'ont pas su monter en gamme pour échapper à la concurrence des produits à bas coûts ? Et que les salaires exorbitants que s'octroient les dirigeants des grandes entreprises, agrémentés de stock-options et de retraites-chapeaux, viennent réduire d'autant la masse salariale et la capacité d'investissement de ces entreprises ? Le PDG de PSA a renoncé à sa retraite chapeau, mais ne serait-il pas opportun de légiférer en ce domaine ? La si nécessaire « remise à plat » de la fiscalité, promise par le candidat François Hollande et annoncée par le Premier ministre, est-elle bien toujours à l'ordre du jour ?

Alors que **les thèses libérales ont fait la preuve de leur nocivité** –au point de mettre en danger la cohésion au sein de l'Europe, et au sein des Etats européens-, il est navrant de constater que la France prend aujourd'hui un tournant libéral, alors même que l'élection de 2012 avait placé à sa tête un président « socialiste ».

L'effacement du clivage gauche-droite (qu'on observe en France, mais aussi dans toute l'Europe, où les « grandes coalitions » se multiplient) est lourd de danger. Il peut nourrir l'abstention, ou le vote à l'extrême-droite (d'autant que celle-ci emprunte impudemment au discours de gauche, de même que Sarkozy feignait de se référer à Jaurès...).

Il est sain que soient proposées aux peuples des orientations bien distinctes. Non, **droite et gauche, ce n'est pas pareil.** Non, il ne faut pas succomber à la tentation de l'abstention. Dans tous les cas, il faut choisir, et voter sinon pour le meilleur, du moins pour le « moins pire »...

Et **il ne faut pas limiter son action citoyenne à glisser un bulletin dans l'urne** lors des consultations électorales.

« Mon ennemi, c'est la finance », avait proclamé le candidat Hollande. De fait, s'il y a une crise de la dette des Etats, c'est bien parce que ceux-ci ont renfloué les banques, qui avaient eu un comportement irresponsable (en incitant des ménages non solvables à s'endetter –aux Etats-Unis, en Espagne, ...- , en spéculant, en se comportant en prédateurs).

Indépendamment des élections, et des politiques menées par les Etats, nous pouvons obliger les banques et les multinationales prédatrices à changer leurs pratiques économiques, sociales et environnementales. Ce que craignent ces requins, c'est l'atteinte durable à leurs intérêts. Pour cela, des leviers existent : dénoncer leurs excès, porter atteinte à leur image de marque, ou, tout simplement, faire baisser leurs ventes. C'est l'objet de la campagne lancée par Attac, qui diffusera prochainement un « kit anti-requins » pour dénoncer notamment la Société Générale (et son énorme projet minier en Australie, qui menace gravement l'environnement), BNP Paribas (qui n'a pas moins de 360 filiales dans les paradis fiscaux, dont 22 aux Iles Caïmans), Unilever (qu'il faut contraindre à céder aux Fralib la marque de thé l'Eléphant, afin que ceux-ci puissent faire vivre la Société coopérative qu'ils ont créée, sur le site de Gemenos dans les Bouches-du-Rhône).

Obtenir des victoires concrètes par l'action directe des citoyens peut donner de l'espoir et tracer un chemin.

Bonnes nouvelles

Tunisie. Un gouvernement de transition s'installe jusqu'aux prochaines élections. Sur un bilan désastreux (ils ont laissé s'installer un climat de violence politique, faisant fuir les touristes et les investisseurs étrangers), les islamistes d'Ennhada quittent le gouvernement. La constitution en cours d'élaboration abandonne la référence à la charia, précise expressément que la Tunisie est un « Etat civil », garantit les libertés de conscience et de libre exercice des cultes, l'égalité des citoyens et des citoyennes devant la loi, et jusqu'à la parité obligatoire pour les listes de candidats aux élections (*Le Monde*, 11 janvier). [Et pendant ce temps, en Mauritanie, un homme encourt la peine de mort pour avoir critiqué le prophète Mahomet...].

Poursuite de la baisse des ventes de cigarettes en France : 4 milliards de cigarettes vendues en 2013 de moins qu'en 2012, soit près de 8% de moins. (*Le Monde*, 8 janvier). [Même si l'on ne peut exclure qu'une partie du recul résulte du recours à des marchés parallèles, je préfère y voir le succès des campagnes de prévention. Dans le même esprit, on peut se réjouir du fait qu'on s'achemine vers la fin de la prohibition du cannabis, alors que la lutte mondiale contre cette drogue est un échec : le Colorado (Etats-Unis) autorise désormais la vente libre de la marijuana, en Uruguay, la culture, la distribution et la vente du cannabis sont autorisés, sous autorité de l'Etat ; un premier usage thérapeutique vient d'être autorisé en France JPA].

La vitesse limitée à 70 km/heure sur le périphérique parisien. En outre, lors des épisodes de pics de pollution aux particules fines et aux oxydes d'azote, une circulation alternée pourra être mise en place (*Le Monde*, 17, 20 décembre).

En France, le temps partiel ne peut plus être inférieur à 24 heures par semaine.

Cela s'applique pour les nouveaux contrats, mais ce seuil de 24 heures est applicable aux salariés qui en font la demande, sauf refus de l'employeur justifié par l'impossibilité d'y faire droit compte tenu de l'activité économique de l'entreprise.

Des dérogations sont prévues : lorsque l'employeur est un particulier (cas de 90 % des services à la personne) ; les étudiants de moins de 26 ans, les intérimaires, les salariés qui en font explicitement la demande. Et les branches professionnelles peuvent conclure des accords pour diminuer cette durée (*Le Monde*, 3 janvier).

Création du Grand Paris. La métropole du Grand Paris englobera, au 1^{er} janvier 2016, 6,5 millions d'habitants : Paris, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne et Seine-Saint-Denis (*Le Monde*, 22-23 décembre).

Actionnaires et gros déposants (de plus de 100 000 €) mis à contribution pour sauver les banques de la faillite, en Europe. A partir de 2016, ce seront les premiers à payer pour renflouer la banque, et non plus les contribuables. Ce système a été déjà mis en œuvre pour régler la crise financière chypriote au printemps dernier (*Politis, 19 décembre*).

Sciences

La quête neuronale de la conscience. De nombreux travaux actuels cherchent à définir une signature neuronale de la conscience qui permettrait de distinguer un cerveau qui est conscient d'un cerveau qui ne l'est pas. Lors d'un examen à l'IRM fonctionnelle, un chercheur a demandé à des patients en état de coma végétatif de parcourir mentalement leur appartement d'avant l'accident ou de s'imaginer jouer au tennis. De manière remarquable, les aires corticales activées correspondaient à celles retrouvées chez des sujets sains soumis au même test d'imagerie mentale. Ainsi, l'activité détectée dans le cerveau de ces patients suggère la présence d'un état de conscience minimale bien que leur comportement semble indiquer le contraire (*Le Monde Science et médecine, 11 décembre*).

Monde

L'Afrique aux deux visages. L'Afrique possède près d'un tiers des réserves minérales mondiales : 81 % du manganèse, 68 % du chrome, 55 % du platine, 40 % de l'or, 13 % des réserves pétrolières...

Sa population, de 1 milliard d'habitants, va doubler à l'horizon 2050 : une classe moyenne émerge, qui représente de nouveaux débouchés pour le capitalisme en crise. La transition démographique tarde, et les années à venir seront inconfortables. Mais l'urbanisation progresse : avec elle, des tensions, inévitables, mais aussi de meilleures chances d'éducation pour les filles. A court terme, le nombre d'enfants baissera.

Certains pays connaissent une forte croissance (Guinée équatoriale, Angola, Gambie, Zambie, Mozambique, ...). Mais en dehors de l'Afrique du Sud, aucun pays africain n'a construit un modèle productif diversifié capable de créer de la richesse indépendamment des produits de rente.

Les économies de rente exercent des effets pervers en contribuant à enkyster des foyers insurrectionnels. Les stratégies de captation de la rente minière et pétrolière sont au cœur des préoccupations d'une classe politique étroitement associée à l'affairisme. Ainsi, la guerre en République démocratique du Congo est largement liée au pillage des ressources dans l'est du pays. De même, les tensions entre Soudan du Sud et Khartoum, ainsi que dans le Darfour, sont largement liées au potentiel pétrolier.

Mais ces foyers de violences récurrentes s'alimentent également par une crise des Etats-nations incapables de protéger les territoires, les populations et les ressources. Depuis les années 1980, les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI et la Banque mondiale ont contribué à fragiliser ces Etats africains et à en faire des Etats défailants.

Les négociations des accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays de la zone Afrique, Caraïbes, Pacifique vont imposer une logique encore plus libérale que celle de l'OMC. Les importations à bas prix vont porter préjudice aux petits paysans, et donc menacer la souveraineté alimentaire... (*Lignes d'attac, janvier, Eric Orsenna, Le Monde, 12-13 janvier*).

Le difficile chemin vers la démocratie dans le monde arabe. On a pu lire ci-dessus la bonne nouvelle concernant la Tunisie. Mais quid des mouvements d'émancipation, dans les autres pays arabes, salués naguère comme autant de « printemps » ?

Dans son numéro du 14 janvier, *Le Monde* publie une remarquable synthèse, et dégage plusieurs idées directrices. L'aspiration à la dignité et à la liberté, venant de peuples soumis à l'arbitraire et à la brutalité de régimes autoritaires et corrompus, ne va pas disparaître ; elle peut être étouffée

momentanément, pas annihilée. Le « printemps arabe » est devenu le théâtre d'un immense bras de fer stratégique et confessionnel entre le « croissant chiite » dirigé par l'Iran (et comprenant l'Irak, la Syrie et le Hezbollah au Liban), et l'« axe sunnite », sous la houlette de l'Arabie saoudite. Cette guerre est surtout la conséquence de l'absence de forces politiques locales puissantes, porteuses de l'esprit de réforme et de tolérance. Pour le moment.

La capacité des occidentaux à peser sur ces événements est faible. Elle repose essentiellement sur le rayonnement de nos valeurs. Notre pacte républicain français, et notre modèle social, fondés sur la liberté, l'égalité, la laïcité, l'intégration, résultent de nombreuses luttes, depuis nos guerres de religion des XVI^e et XVII^e siècles : la Révolution française, la Commune, le Front populaire, le Conseil national de la Résistance, mai 68... Et nous savons que le travail est en permanence à recommencer, que les conquêtes sont toujours menacées, tant restent puissants l'oligarchie et ses « chiens de garde »...

Les déchets électroniques envahissent le Ghana. Tablettes, écrans plats, smartphones, les cadeaux high-tech offerts à Noël vont pousser à la poubelle une ancienne génération d'équipements. Et beaucoup de ces rebuts électroniques termineront dans des décharges à ciel ouvert dans les pays les plus pauvres de la planète, notamment en Afrique. Le Ghana est l'un des pays les plus touchés. 48,9 millions de tonnes de déchets électriques et électroniques ont été jetés en 2012, soit 7 kg par habitant (29,8 kg par Etats-Unien, 21,1 kg par Français). Une directive européenne impose le recyclage des vieux équipements et il est strictement interdit d'exporter des déchets électroniques. Mais cette directive est contournée : il est en effet autorisé d'exporter des équipements de seconde main, qui fonctionnent, alors des recycleurs mélangent du matériel en état de marche avec des machines cassées... (*Le Monde*, 28 décembre).

Fin du pétrole. Malgré des dépenses d'exploration en hausse (20 milliards de dollars en 2003, 80 en 2012), les pétroliers trouvent de moins en moins de gisements. L'essentiel des 20 milliards de barils d'hydrocarbures conventionnels découverts en 2013 est situé en mer dans les grandes profondeurs. Les importantes réserves découvertes entre 2008 et 2012, y compris dans des gisements difficiles à exploiter, loin de compenser le déclin des gisements arrivés à maturité, ne couvrent que 40 % de la consommation mondiale de pétrole conventionnel (*Le Monde*, 12-13 janvier).

Vers une nouvelle bulle Internet? Twitter, le site de microblogging aux 230 millions d'utilisateurs, est devenue, en quelques semaines seulement, l'entreprise Internet la plus chère sur les marchés américains. Coté depuis le début du mois de novembre, le réseau social a vu son action tripler en quelques semaines. Sa capitalisation boursière a atteint 36 milliards de dollars, soit plus de 60 fois le chiffre d'affaires anticipé par les analystes en 2013. L'entreprise n'a toujours pas dégagé le moindre bénéfice (*Le Monde*, 29-30 décembre).

L'explosion de l'obésité menace les systèmes de santé des pays émergents. Le nombre d'obèses a presque quadruplé entre 1980 et 2008 dans les pays en développement. Les enfants dont la mère a connu la dénutrition ou qui l'ont eux-mêmes vécue sont plus facilement obèses ou diabétiques ; plus les changements de comportements alimentaires sont rapides, plus l'obésité s'installe rapidement. Nous allons assister globalement à une très forte hausse du nombre de personnes souffrant de certains types de cancer, de diabète, d'accidents vasculaires cérébraux ou de crises cardiaques, faisant porter un lourd fardeau sur les systèmes de santé publique. Ce n'est pas à l'échelle de l'individu que le problème se joue, car il s'agit d'une maladie chronique liée aux évolutions des modes de vie et d'environnement. C'est aux gouvernements de penser les politiques de santé et de nutrition, dans les écoles, les entreprises, mais aussi les politiques urbaines et de transport. Avec la persistance de prix alimentaires soutenus et probablement de plus en plus instables, les « mauvaises » calories tendent à coûter moins cher que les bonnes (*Le Monde*, 7 janvier).

Espagne

Offensive réactionnaire en Espagne. La pratique religieuse se perd en Espagne ; seuls, 48 % des 18 à 24 ans se disent catholiques. Pourtant, une loi vient d'inscrire la religion au programme du baccalauréat. L'enseignement religieux sera une option, à choisir parmi d'autres, comme la technologie, une deuxième langue vivante, la musique ou le dessin. Beaucoup craignent que les élèves soient séduits par la facilité avec laquelle les professeurs de religion distribuent les bonnes notes... La note comptera dans la moyenne académique, autant que les maths ou l'histoire, et sera donc importante pour obtenir une bourse ou une place dans une bonne faculté.

Au collège, la religion, bien que facultative, est proposée par tous les établissements, publics ou privés. « Les enfants qui vont en religion font des excursions sans nous. En plus, ils voient des films, jouent au paintball, vont aux ordinateurs, au théâtre, au cinéma. Pendant ce temps, nous sommes en classe à faire nos devoirs et des dessins. Nous croyons que c'est de la corruption », dénonce un garçon de 12 ans... Le poids de l'Eglise reste majeur au sein des élites économiques et politiques, en particulier celles du Parti populaire. L'Eglise a compris que pour avoir la clé des âmes, elle devait avoir la clé des classes.

Par ailleurs, le gouvernement de Mariano Rajoy a présenté un projet de loi qui restreint l'IVG aux cas de viol ou de risques pour la mère (*Le Monde*, 22-23-24 décembre).

France

Près de 3 millions de Français ne sont pas inscrits sur les listes électorales. La non-inscription touche plus particulièrement les naturalisés français, les sans-diplômes et les jeunes hommes d'une trentaine d'années. La procédure d'inscription est « l'un des systèmes les plus lourds et les plus contraignants du monde », selon Terra Nova, qui propose de repousser la date de clôture des inscriptions jusqu'à dix jours avant le scrutin, d'étendre la procédure d'inscription d'office (qui concerne actuellement tous les jeunes de 18 ans) aux naturalisés français, et de généraliser la possibilité de s'inscrire par internet (*Le Monde*, 25-26 décembre).

Il y a dix ans dans CMM

Création de la rubrique « Bonnes nouvelles » : « le volontarisme politique permet d'obtenir des résultats... (baisse du nombre de fumeurs, baisse de la mortalité sur les routes, transition démographique dans le monde, égalité de droits entre l'homme et la femme instituée enfin au Maroc, projet de fret maritime entre Nantes-Saint-Nazaire et l'Espagne...)

... et la question climatique commence à être de plus en plus largement évoquée : « Hubert Védrine : « il serait temps pour ceux qui ont comme métier (*sic*) de penser les rapports de force et l'avenir du monde d'introduire la dimension écologique dans le champ de la géopolitique. D'abord parce que, si les scientifiques ont raison à propos du réchauffement, ce phénomène ne peut pas ne pas provoquer de considérables mutations agroalimentaires, démographiques, sanitaires, économiques et donc politiques. S'il se confirme que l'humanité ne pourra arrêter l'engrenage qui la menace sans remettre en cause l'insatiable consommation d'énergie qui est la sienne depuis ce que l'on appelle le progrès, on devine la violence des tensions, voire des conflits qui en découleraient à l'intérieur de chaque pays et entre les diverses zones du monde pour répartir les sacrifices nécessaires à la transformation radicale des modes de production. Les Occidentaux et les autres pourront-ils se mettre vraiment d'accord sur les valeurs et les règles du jeu dans la communauté internationale de demain ? Comment gérer les affrontements prévisibles de la « géo-écologie politique » ? »

Courrier des lecteurs

G.L. : Un peu surpris de trouver des termes comme "le peuple ukrainien" ou encore "la France essaie de prévenir un génocide en Centrafrique" sans commentaire aucun. Si je partage bon nombre des articles ou domaines abordés, d'autres m'inquiètent du manque d'analyse (ex: Susan George à "Nouvelle donne"). *[J'essaie de m'en tenir à quatre pages (pour un mois...), ce qui m'oblige à des choix drastiques; "la France essaie de prévenir un génocide en Centrafrique" aurait bien entendu mérité un plus long développement: je voulais marquer que l'intervention de la France en Centrafrique, malgré tous ses risques, est pour moi une bonne nouvelle, d'autant que cette intervention se fait avec l'accord des Nations Unies, de l'Union européenne et des Etats africains... Je ne comprends pas la remarque concernant "le peuple ukrainien": est-ce à dire que pour vous le peuple ukrainien n'existe pas ? j'ai d'abord voulu marquer comme bonne nouvelle que l'Union européenne garde son pouvoir d'attraction... Si je comprends bien que vous regrettiez le "manque d'analyse" de certains articles (j'essaie en effet de faire court, 4 pages seulement...), je ne comprends pas que vous citiez à ce propos Susan George à "Nouvelle donne": y voyez-vous une contradiction avec son engagement à ATTAC ? En tout cas merci de votre courriel, l'objet de CMM est bien d'instaurer un dialogue avec les lecteurs. JPA].*

T.V. « Le levier le plus puissant pour créer rapidement un million d'emplois, c'est la réduction du temps de travail ». Non, car on parle encore et toujours d'emplois marchands. Si on peut y envisager la réduction du temps de travail, c'est dans la vision de privilégier l'amélioration de la qualité de la vie et des relations sociales, pierres angulaires d'une nouvelle société qui ne se donne pas la croissance pour moteur. Le levier le plus puissant pour créer rapidement des emplois, c'est d'instituer un droit au travail pour financer des emplois sociaux, et il y en a foultitude et bougrement besoin. Le seul problème c'est de les financer et pour cela le seul outil c'est la justice fiscale, l'égalité de chacun devant l'impôt qui imposera les riches et les multinationales en proportion de leurs ressources, comme déterminé par l'article XIV de la déclaration des droits de l'homme et la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux. Sur le fond du billet, ATTAC trouve, comme d'autres avant, les écologistes par exemple, la limite à ses propositions qui n'a comme seule solution que le danger de devoir constituer une force politique pour peser sur le pouvoir, avec le risque de devoir mettre les mains dans le cambouis, se les y salir et de finalement vendre son âme au diable. Passons sur les querelles d'égos et appétits qui finissent par rogner l'âme même du mouvement, comme on le voit chez les Verts.

Réforme fiscale : revenir à la simplicité édictée par l'article XIV de la déclaration des droits de l'homme à savoir le financement du collectif par chacun en proportion de ses ressources. Plus de taxes sur le travail, plus de TVA, plus de taxes indirectes, plus d'impôt société, plus d'abattements et de niches, un seul impôt direct et progressif jusqu'à 95% si nécessaire, sur tous les revenus des personnes physiques quels qu'ils soient et surtout la transparence qui permette à chacun de savoir ce que déclare et paie son voisin.

La lutte contre les paradis fiscaux ? du vaporware, tant qu'on ne commencera pas par réduire Andorre et Monaco chez nous, Jersey et la City chez les Britanniques avant de s'occuper de la Suisse, du Lichtenstein et du Luxembourg en prélude aux destinations plus exotiques. Par ailleurs toute réforme fiscale vers plus d'équité et de transparence est vouée à l'échec si elle n'est pas suivie dans le même temps par les autres pays d'Europe et les USA.

Sur le site <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur: <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152> , les numéros à partir de 90 (novembre 2011) , ainsi que des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.